

La crise du Coronavirus : La Chine a-t-elle « gagné du temps » pour l'Occident ?

Lettre d'un camarade en Chine

25 mars 2020

Texte original en allemand : https://www.wildcat-www.de/aktuell/a114_briefauschina.html

La propagande du Parti communiste chinois répand de plus en plus l'idée que la Chine aurait gagné du temps pour que l'Occident réagisse à la catastrophe du Coronavirus. Je pense que le texte de Mike Davis (1) est important et en grande partie correct, mais j'ai eu du mal à garder mon calme en lisant : «*Dans un an, nous pourrons faire un bilan et admirer les succès de la Chine dans l'endiguement de la pandémie, mais nous jugerons avec horreur l'échec des États-Unis.*»

Pourquoi serait-il impossible de critiquer les conditions de santé misérables aux États-Unis sans nous incliner devant la gigantesque opération policière menée en Chine ? L'éloge de la «réussite de la Chine» mélange trop d'éléments : le pays lui-même, le Parti communiste, la police, la population et la classe ouvrière. Comment quelqu'un Mike Davis a-t-il pu écrire une telle phrase ? Personne ne doit choisir entre «l'Occident» et «la Chine», surtout quand il s'agit du Coronavirus !

Le 13 mars, le *New York Times* a publié un article d'un correspondant étranger à Pékin. Selon lui, «*La Chine a gagné du temps pour l'Occident. L'Occident l'a gaspillé.*» Il est évident que l'auteur de cet texte, comme Mike Davis, veut critiquer les actions totalement insuffisantes et incorrectes des États-Unis et de l'Europe. Mais alors, qu'aurait dû faire «l'Occident» ? Après que la Chine eut fait les premiers pas avec son verrouillage total et ses mesures draconiennes, toutes les mesures antérieures étaient-elles simplement «laxistes» et «velléitaires» ? Le critère de réussite ou d'échec des mesures est-il le nombre de victimes ? Ne devrions-nous pas plutôt nous intéresser à la diminution ou à l'accentuation des souffrances créées par ces mesures ? De quoi débattons nous exactement ici ?

Les exemples donnés par l'article du *New York Times* sont réels et facilement visibles en Chine. Dans les parcs, des mégaphones envoient des messages d'avertissement : «*Prenez deux fois votre température avant de voyager.* » On nous bombarde de propagande sans cesse... Rien que dans la rue près chez moi, cinq haut-parleurs en plastique diffusent des messages du matin au soir : «*Vous devez vous laver les mains, ne pas sortir beaucoup, éviter les contacts sociaux.*» Mais c'est ridicule et personne n'y prête attention.

L'auteur écrit qu'il n'est «*pas autoritaire de prendre la température dans les aéroports, de mettre en place une distanciation sociale et d'offrir des soins médicaux gratuits à toute personne infectée par le Covid-19*». La détection de la fièvre dans les aéroports n'a permis d'identifier qu'environ la moitié des personnes effectivement infectées par le SRAS et, dans le cas du Coronavirus, ce sera encore moins efficace parce que l'on peut être infectieux avant de présenter des symptômes.

La mise en œuvre de la distanciation sociale est néanmoins autoritaire si, par exemple, les flics se promènent en tapant avec leur matraque sur les tables de mah-jong ou si les portes des appartements sont soudées par les flics. Et les soins médicaux gratuits en Chine ne sont pas du tout aussi répandus dans la réalité que sur le papier.

Les mesures prises par l'État visent à inspirer la peur. La prise de température devant mon immeuble et au marché font partie de ce théâtre d'horreurs. Chez beaucoup de gens, on détecte une fièvre supposée mais inexistante, et on les traite avec suspicion ; en partie à cause de cela ils sont discriminés et surtout effrayés. Ils ont déjà peur du virus, de toute façon, et en plus, ils vivent maintenant dans la crainte de l'isolement forcé.

J'ai trouvé terrible la façon dont les malades qui avaient vraiment besoin d'aide ont été transformés en des sources de danger. De nombreuses banderoles étaient très menaçantes, par exemple : «*Les habitants de Hubei sont des bombes à retardement*», «*Si vous aimez votre vie, ne vous mêlez pas aux*

autres», «*Tout inconnu est un danger caché.*» Ces mesures ne reposaient sur aucun appel à la coopération volontaire, elles étaient menées comme des opérations de police. Les patients et les personnes potentiellement malades étaient traitées uniquement comme des objets à contrôler : quelqu'un prend ta température mais il ne t'informe pas du résultat parce qu'il ne s'agit pas de savoir si tu es en bonne santé, seulement d'exécuter des ordres.

En même temps, on n'a repéré très peu de vrais malades du Covid19 grâce à ces mesures (de plus, il était facile de déjouer les contrôles). D'un point de vue rationnel, ce sont des tours de passe-passe, comme si j'attachais des blocs de bois sur mon front pour me protéger du virus ou priais Dieu comme Mike Pence. (Les blocs de bois auraient également l'avantage de me rappeler constamment le virus et de m'inciter à ne pas poser les doigts sur mon visage – de la même manière, le fait de porter un masque me rappelle constamment à la prudence).

Les leçons que nous pourrions apprendre de la Chine sont également assez faibles. Ce que le journaliste du *New York Times* recommande est soit une quarantaine théâtrale, soit un régime réellement autoritaire. La prise en charge des frais de traitement est la seule indication sensée donnée par l'auteur de cet article ; il aurait pu également mentionner le renforcement par le gouvernement chinois des protections contre les licenciements et les remises de loyer pendant l'épidémie !

Seules les mesures fondées sur la confiance mutuelle (sur le fait que nous avons un intérêt commun pour la santé publique, pour éviter que les gens souffrent, pour qu'ils se fassent soigner quand ils sont malades, etc.) peuvent être efficaces. Bien sûr, je souhaite coopérer à la détection et au confinement de la maladie. Si je décide moi-même de m'isoler, ou si je garde mes distances dans la rue avec les autres (ce que j'ai trouvé beaucoup plus facile à faire que je ne le pensais), je réduis le taux d'infection tout autant que le ferait un isolement forcé. Mais je peux toujours décider par moi-même si je vais prendre l'air pendant un certain temps, aller chercher mes médicaments à la pharmacie, ou aider ma grand-mère à faire le ménage. Toutes ces petites choses indispensables deviennent des problèmes insolubles lorsque que l'Etat impose des mesures coercitives, dont témoignent les quelques suicides qui ont eu lieu dans ce contexte.

Je vous conseille de lire une interview intéressante (2) dans laquelle, entre autres choses, l'auteur décrit le contraste entre les mesures de verrouillage de l'État et la volonté des gens de s'entraider.

Le déroulement des événements

Le premier cas a été enregistré le 17 novembre 2019 ; à la fin décembre, on connaissait déjà son caractère infectieux, et il y avait environ 266 cas, bien que seulement 27 aient été signalés à l'OMS. Le 7 janvier 2020, Xi Jinping a donné des instructions sur la lutte contre le virus lors d'une réunion interne du Comité permanent du Bureau politique. Le 14 janvier 2020, l'OMS, citant des enquêtes menées en Chine, a rapporté qu'il n'y avait aucune preuve de contagiosité, alors que peut-être environ 500 médecins et infirmières étaient déjà infectés. Le 18 janvier 2020, le gouvernement local de Wuhan a organisé un dîner pour le Nouvel an avec plusieurs dizaines de milliers de participants – deux jours plus tard, on a appris que le virus pouvait se transmettre entre les personnes. Ce n'est qu'après le 20 janvier 2020 qu'il a été permis de parler publiquement de l'infectiosité pour la première fois. Néanmoins, environ cinq millions de personnes de Wuhan ont quitté la ville avant le bouclage de la ville.

Pour moi, la question n'est pas tant de savoir si le confinement aurait dû avoir lieu «plus tôt ou plus tard», mais plutôt de connaître la nature des conséquences que cela provoque. Néanmoins, de plus en plus d'études indiquent que, si la Chine avait agi une semaine plus tôt, le nombre de personnes infectées aurait baissé de 66%. Et si le gouvernement avait pris au sérieux les informations des médecins en décembre 2019, au lieu de les réprimer, ils auraient probablement pu contenir le virus à Wuhan.

Ainsi, après que le Parti communiste chinois eut colossalement foiré, d'innombrables volontaires, acceptant la possibilité d'une infection, et des centaines de millions de Chinois, soit par la privation forcée de leur liberté de mouvement (portes d'appartement verrouillées, barricadées ou soudées), soit en s'imposant eux-mêmes une distanciation spatiale ou en restant chez eux, ont fait tout ce qu'ils pouvaient et se sont beaucoup sacrifiés pour se protéger et protéger les autres contre de nouvelles maladies.

Dans ce contexte, on peut se demander si la Chine ou le Parti communiste ont «gagné du temps» pour les habitants de la Chine et du reste du monde. Pour moi, la réponse est claire : **non**, le parti communiste ne l'a pas fait. **Ce sont les travailleurs chinois ordinaires qui ont agi**, ce sont eux qui ont vraiment essayé de retarder la propagation du virus. Mais ils n'ont pas non plus «fait gagner du temps à l'Occident». Ce qui s'est passé en Chine après le 20 janvier 2020 n'est pas arrivé pour accorder plus de

temps à «l'Occident», mais pour se protéger. **Une autoprotection de la population ordinaire prise de sa propre initiative** – et une autoprotection de la classe dirigeante pour défendre ses privilèges.

Nous ne devrions pas parler de «la Chine», mais établir une distinction nette entre le Parti communiste et la population, puis entre les salariés, les classes moyennes et les super-riches. C'est pourquoi le commentaire du *New York Times* est si abscons, parce qu'il ne se concentre que sur des pays ou des sphères culturelles, comme si les classes sociales disparaissaient magiquement en cas d'épidémie. Je ne m'étonne donc pas que l'auteur affirme sérieusement que la «distanciation sociale forcée» en Chine ne serait pas une mesure autoritaire !

La catastrophe ne réside pas dans le virus mais dans l'ensemble des mesures (et des échecs) pour la combattre.

Le bilan de l'État chinois en matière de contrôle et de mesures préventives pour contenir les pandémies est connu pour être minable (comme en témoignent notamment les expériences du SRAS et de la grippe porcine africaine). En février 2020, de nombreux articles ont été publiés en «Occident» qui, avec condescendance, ont rendu l'absence d'une démocratie parlementaire et d'un système judiciaire de type occidental responsable de «l'incapacité de la Chine» à détecter les pandémies à un stade précoce et à les combattre de manière transparente. Cet exercice a servi à défendre les démocraties libérales qui, en réalité, sont devenues de plus en plus inégalitaires et répressives. D'où la réaction du journaliste du *New York Times* et de Mike Davis qui ont souligné tous deux que beaucoup de conneries, de négligence et de brutalité peuvent être constatées dans la lutte contre le virus en dehors de la Chine.

Entre-temps, le vent a tourné et les médias font l'éloge de «la Chine», en particulier pour son traitement draconien des personnes – à ce stade, l'argumentation de Mike Davis et d'autres gens devient non seulement absurde, mais dangereuse.

On ne peut pas affirmer que les dirigeants de l'État chinois seraient incompetents (ou au contraire qu'ils seraient capables de censurer, réprimer et exploiter leur peuple) parce qu'ils agitent le drapeau rouge du «communisme» et n'organisent pas d'élections libres. Ils sont incompetents parce que l'organisation hiérarchique de la société dans le but d'exploiter le plus grand nombre au profit de quelques-uns est hautement irrationnelle et inhumaine et ne se soucie pas de la misère humaine qu'elle provoque. Entre la mi-décembre 2019 et le 20 janvier 2020, en recourant à des mesures policières et disciplinaires, le Parti communiste a empêché des centaines de médecins et d'infirmières de s'informer mutuellement sur l'augmentation du risque accru d'infection par un nouveau virus. Il est pourtant normal que les médecins et les infirmières échangent des informations sur les nouvelles maladies, comme il est normal que les ouvriers d'un chantier de construction s'informent mutuellement de la présence d'une scie cassée ou d'un échafaudage défectueux.

La capacité du Parti communiste à organiser la censure et la répression à Wuhan et ailleurs, à une échelle aussi grande, indique la concentration de son pouvoir. L'extrême inégalité matérielle, la violence envers les subordonnés, et surtout les femmes, un taux élevé d'accidents du travail, etc., en sont les conséquences quotidiennes. Ce monopole du pouvoir ne doit en aucun cas être considéré ou assimilé à un «État de surveillance parfaite». Au contraire, ce système fonctionne de manière chaotique, autocratique et informelle ; chaque petit rouage de la machine fait ses petites affaires et personne ne dit toute la vérité à ses supérieurs. Comme les travailleurs sont privés de leur pouvoir par la censure, que le droit de réunion leur est interdit et que les unités organisationnelles de l'État sont relativement importantes en Chine, les accidents et les catastrophes prennent des proportions plus vastes.

On constate le même phénomène dans les «démocraties libérales» ; dans les pays européens, cependant, les partis au pouvoir n'auraient probablement pas pu étouffer les avertissements des médecins et des infirmières pendant aussi longtemps et de manière aussi efficace qu'à Wuhan. Il existe un lien historique entre l'incapacité à détecter et à contrôler les épidémies à un stade précoce, même dans le passé, et l'utilisation grossière des instruments du pouvoir et de l'exploitation.

En période d'urgence, les dirigeants défendent leurs privilèges de classe avec encore plus de férocité et de manière encore plus flagrante. Le contrôle des épidémies (et la lutte contre celle-ci) ne nous rend

pas tous «égaux», mais il aggrave les inégalités sociales. Les travailleurs dépourvus de contrat de travail sont plus durement touchés que ceux qui en ont un ; les fonctionnaires et les cols blancs plus qualifiés des grandes entreprises peuvent souvent travailler à domicile sans inconvénients majeurs et n'ont pas à s'inquiéter outre-mesure de leur salaire mensuel ; les riches peuvent perdre une partie de leur richesse, mais leur vie n'est guère affectée ; ils ont un accès très privilégié à l'information et aux soins préventifs et aux traitements – et peuvent enfin rouler à bonne allure dans leur 4x4 le long de rues vides !

Lorsque les gens retournent dans les villes côtières, l'État établit une distinction entre les propriétaires et les locataires. Les premiers sont autorisés à s'isoler dans leur logement, mais les seconds n'ont pas le droit de revenir habiter chez eux. Au lieu de cela, ils doivent séjourner pendant deux semaines dans des hôtels de quarantaine, dont ils doivent payer la note eux-mêmes. Les Chinois ont suffisamment de raisons de s'opposer à ces mesures et à l'aggravation des inégalités sociales, mais, en dehors des formes de protestation symboliques, il leur est très difficile s'opposer à l'Etat ici. Peut-être que cela fonctionnera mieux en Europe !

La coupure avec «l'Occident»

Dès sa promulgation, mes amis à Hong Kong ont pensé que le confinement à Hubei n'était qu'un show et allait probablement échouer. Mes amis en Chine continentale, en revanche, pensaient que la décision de certains États européens de ne pas adopter un confinement strict et leurs prétentions à contrôler le virus grâce à l'«immunité collective» étaient irresponsables et choquantes.

J'ai l'impression que de nombreux Chinois acceptent la propagande du parti, l'autosatisfaction nationale et les critiques des autres pays jugés laxistes et indécis – mais ils n'ont guère le choix. D'une part, ils se méfient du gouvernement (méfiance qui s'est exprimée lors du verrouillage par des barrages routiers auto-organisés et l'attitude encore méfiante et attentiste à l'égard de la reprise du travail). D'autre part, ils sont habitués à se sentir impuissants. Beaucoup acceptent les nouvelles officielles comme étant aux trois quarts véridiques, car *«tout ne peut pas être faux»*. En outre, beaucoup ressentent de la fierté, de l'arrogance et du chauvinisme face à la puissance de la Chine.

Tout cela va accroître la coupure vis-à-vis de «l'Occident» ou des étrangers. Cette coupure est aggravée – de manière délibérée et plus ou moins systématique – sous diverses formes par la propagande étatique massive et la diffusion de petites anecdotes et est facilitée par le fait que les échanges personnels directs entre Chinois et étrangers sont très limités.

Le nationalisme du ministère des Affaires étrangères continue d'alimenter ce climat. La doctrine de la jeune génération de diplomates chinois semble être double : d'un côté, ils revendiquent le «droit du plus fort» et, de l'autre, ils jouent les victimes («la Chine est harcelée par la communauté internationale, alors qu'elle est déjà à terre»). Ils changent de tactique selon que l'on reproche à l'État chinois d'avoir dissimulé l'épidémie ou que le Parti communiste veut à nouveau faire sonner les trompettes de l'anti-impérialisme.

Les Chinois vivant à l'étranger constituent une cible importante de la propagande du Parti communiste. Cela augmentera leur coupure avec les populations locales et leurs difficultés à s'intégrer. J'ai lu de nombreux posts sur les médias sociaux qui évoquent les mesures prises contre la pandémie en Allemagne ou en Angleterre ou décrivent les voyages de retour de Chine. Les auteurs de ces messages ne font généralement pas preuve d'un nationalisme brutal, mais d'un profond sentiment d'incompréhension – s'ils tolèrent d'autres approches face à la pandémie, ils considèrent finalement que le gouvernement chinois serait le seul capable d'agir de manière décisive.

La sale guerre de propagande a commencé

Les «dirigeants occidentaux» comme Trump ou Pompeo se plaignent du «virus de Wuhan» ou du «virus chinois» (3). Et dans le même temps, le Parti communiste répand des rumeurs en Chine selon lesquelles des soldats américains auraient propagé le virus lors des jeux mondiaux militaires en octobre 2019 à Wuhan (rappelons que l'équipe chinoise a été disqualifiée pour fraude évidente).

Le parti se réjouit de la façon dont «ils» ont géré la crise alors qu'il s'approprie indûment et intègre les réalisations de tous les volontaires, tout en censurant la moindre critique. Lorsque Xi Jin ping s'est rendu à Wuhan, les flics se tenaient sur les balcons des habitants pour éviter les cris désagréables comme ceux que les gens avaient lancés contre le vice-premier ministre une semaine. Peu importe la situation, le Parti communiste vend tout événement catastrophique comme une victoire et l'expression de sa supériorité. Il agit bien sûr dans une grande précipitation, avant que d'autres détails sur l'ampleur de la catastrophe et le nombre réel de morts ne soient révélés. Tout cela n'est pas nouveau, mais en raison de la puissance économique et politique de la Chine, de la pandémie mondiale et de la tension croissante entre les différentes superpuissances, cette question prend une nouvelle signification pour les gens qui vivent en dehors de la Chine et ravive les rêves autoritaires d'un «vrai leadership» – également en «Occident».

Sur le front des médias et de la propagande, les tensions dans les relations sino-américaines s'exacerbent chaque semaine, et elles ont, jusqu'à présent, trouvé leur expression la plus claire dans la guerre commerciale. (...).

Il n'est pas encore possible d'évaluer pleinement l'ampleur de la crise liée au virus, aux mesures de quarantaine, aux fermetures de frontières et à la récession économique mondiale qui sévit sur la planète. Elle dépassera sans aucun doute la crise de 2008, avec un taux de chômage de 20 % aux États-Unis et davantage de suppressions d'emplois en Chine qu'en 2008... la peur et la colère face à des mesures politiques, encore plus maladroites et brutales que d'habitude. Dans le monde entier, les gens vivent des craintes similaires et partagent des expériences communes qui, espérons-le, contribueront à contrer le nationalisme et l'autoritarisme qui se développent avec la crise.

Gustav, 22 mars 2020, de Chine.

[1] <http://links.org.au/mike-davis-covid-19-monster-finally-at-the-door>

[2] <https://madeinchinajournal.com/2020/02/22/epidemic-control-in-china-a-conversation-with-liu-shao-hua/>

[3] **P.S.** du 24 mars 2020. Entre-temps, Trump a cessé de parler du « virus de Wuhan » et le régime chinois ne répand plus l'affirmation selon laquelle des soldats américains auraient propagé le virus en Chine. Néanmoins, la situation reste tendue.